

TOUS CONCERNÉS, TOUS VACCINÉS !

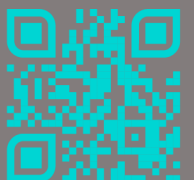
REVUE DE PRESSE

CONFÉRENCE DE PRESSE DU 2 MARS 2023



Demain
SANS HPV 

Collectif d'associations
#HPVtousconcernes
www.demainsanshpv.org



SOMMAIRE

lemonde.fr	28/02/2023
leprogres.fr	28/02/2023
TF1	28/02/2023
La Veille Acteurs de Santé	02/03/2023
APMnews	02/03/2023
Pharmaceutiques	02/02/2023
legeneraliste.fr	02/02/2023
La Veille Acteurs de Santé	02/03/2023
lequotidiendumedecin.fr	02/03/2023
pourquoidocteur.fr	04/03/2023
lemondepharmaceutique.tv	08/03/2023
lequotidiendupharmacien.fr	09/03/2023
koolmag.fr	11/03/2023

Le Monde

Papillomavirus : quels bénéfices sanitaires attendre d'une campagne de vaccination généralisée au collège ?

Emmanuel Macron a annoncé le lancement, dès la prochaine rentrée scolaire, d'une campagne gratuite pour tous les élèves en classe de 5^e.



Emmanuel Macron s'adresse à des élèves du collège Jean-Lartaut, à Jarnac (Charente), le 28 février 2023. STEPHANE MAHE / AFP

Le gouvernement souhaite accélérer la prévention des maladies induites par le papillomavirus humain (HPV). Lors d'un déplacement dans un collège de Jarnac, en Charente, Emmanuel Macron a annoncé, mardi 28 février, le lancement, dès la prochaine rentrée scolaire, d'une campagne de vaccination gratuite généralisée dans les écoles, pour tous les élèves en classe de 5^e. Grâce à ce dispositif, le chef de l'Etat espère permettre à 800 000 élèves par an d'être protégés contre les cancers liés au HPV. Un accord parental sera nécessaire avant toute injection, a précisé l'Elysée. Mais « *la question se posera pour savoir si à un moment donné on la rendra obligatoire* », a ajouté M. Macron.

Par ailleurs, toujours pour faciliter l'accès à cette vaccination, les pharmaciens, sages-femmes et infirmiers pourront, dès septembre, à la fois prescrire et injecter les doses de vaccin nécessaires. Cet accès simplifié sera possible pour les enfants à partir de 11 ans. Cette précision a son importance puisque, depuis novembre, les pharmaciens ne pouvaient vacciner qu'à partir de 16 ans.

Or, plusieurs études ont montré que l'efficacité du vaccin contre le HPV était très forte si elle était réalisée au début de l'adolescence, avant l'entrée dans une vie sexuelle active. Selon une étude suédoise publiée en octobre 2020 dans *The New England Journal of Medicine*, « *le risque de cancer du col de l'utérus chez les participantes qui avaient commencé à se faire vacciner avant l'âge de 17 ans était inférieur de 88 % à celui des participantes qui n'avaient jamais été vaccinées* ». Cette réduction du risque n'est que de 53 % lorsque la vaccination est initiée entre 17 et 30 ans.

Mais selon les données de Santé publique France, fin 2021, seulement 45,8 % des jeunes filles âgées de 15 ans avaient reçu une dose. Chez les garçons du même âge, la couverture vaccinale atteignait 6 %.

Plus de 6 000 nouveaux cas de cancers par an

Vacciner tôt et le plus largement possible les jeunes filles et les jeunes garçons. C'est ce que revendiquent les associations de lutte contre le cancer depuis des années. Car les conséquences d'une infection au HPV concernent les deux sexes. Si, dans la plupart des cas, l'organisme élimine de lui-même le virus dans l'année suivant l'infection, cette dernière peut parfois devenir chronique, laissant apparaître dans certains cas des lésions précancéreuses pouvant évoluer progressivement vers un cancer.

Chaque année, les HPV sont à l'origine de plus de 30 000 lésions précancéreuses du col de l'utérus, avec parfois des conséquences importantes, comme le risque d'accouchement prématuré multiplié par plus de deux chez les femmes enceintes infectées. En tout, les HPV causent plus de 6 000 nouveaux cas de cancers par an : près de 3 000 cancers du col de l'utérus provoquant plus de 1 000 décès par an, 1 500 cancers de la sphère ORL, 1 500 de l'anus, 200 de la vulve ou du vagin et une centaine de cancers du pénis.

« On considère qu'à l'âge de 25 ans, 85 % des personnes ont rencontré un de ces virus », souligne Coralie Marjollet, présidente d'Imagyn, association qui fédère des patientes atteintes de cancers gynécologiques. « Ce n'est donc pas un comportement particulier qui induit la contamination, tout le monde est concerné, insiste M^{me} Marjollet. Il s'agit de cancers évitables qui touchent aussi bien les filles que les garçons. »

A l'international, de nombreux exemples montrent le succès de la vaccination scolaire. En Australie, par exemple, où la vaccination des filles et garçons de 12 à 13 ans est proposée depuis 2013 à l'école, le taux de personnes infectées par les HPV est passé de 22,7 % en 2005-2007 à 1,5 % en 2015 chez les jeunes femmes de 18-24 ans. La couverture vaccinale y est de 80 % chez les filles et 76 % chez les garçons.

Des polémiques infondées

C'est justement l'objectif que se fixe le gouvernement à l'horizon 2030 : parvenir à une couverture de 80 % contre les HPV. Un chemin encore long à parcourir pour cette vaccination recommandée depuis 2007 chez les jeunes filles de 11 à 14 ans (avec un rattrapage vaccinal possible jusqu'à 19 ans, nécessitant alors trois doses) et depuis le 1^{er} janvier 2021 chez les jeunes garçons. Pour les hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes, le rattrapage est possible jusqu'à 26 ans. *« Il faudrait que cette possibilité soit également ouverte aux femmes jusqu'à 26 ans, juge Coralie Marjollet. Les études prouvent que l'efficacité est encore bonne dans cette tranche d'âge. »*

Par ailleurs, *« il faudra absolument que cette campagne de vaccination soit accompagnée d'une grande campagne d'information »*, rappelle Emmanuel Ricard, délégué à la prévention et la promotion du dépistage à la Ligue contre le cancer. A la fois en direction des parents et des professionnels de santé. *« Car le HPV pâtit toujours de l'image de la vaccination contre l'hépatite B »*, souligne M. Ricard. Un vaccin sujet à polémique dans les années 1990 à cause d'un supposé lien entre le produit et la sclérose en plaques, écarté depuis par une dizaine d'études. De son côté, le vaccin contre le HPV doit aussi se défaire de polémiques qui ont entouré ses débuts. *« Les études montrent qu'il n'a aucune conséquence en termes de maladies dégénératives, insiste Coralie Marjollet. Il faut que cette vaccination se banalise. »*

Une expérimentation menée dans la région Grand-Est depuis 2020 a montré les bons résultats de la vaccination scolaire, grâce notamment à l'organisation de rencontres avec les professionnels de santé du territoire et l'envoi de courriers aux parents. Pour l'année 2021-2022, la campagne a permis de passer de 14 % à 31 % de jeunes scolarisés en classe de 5^e ayant reçu une dose.

LE PROGRÈS

Santé

Papillomavirus : la vaccination proposée à tous les élèves de 5e à la rentrée prochaine

A partir de septembre, tous les collégiens de 5e, filles et garçons, se verront proposer dans leur établissement la vaccination contre le HPV, a annoncé ce mardi Emmanuel Macron. Chaque année, ces virus causent plus de 6 000 cancers des régions génitales, anales et ORL.



Le vaccin contre les HPV est recommandé pour les filles et les garçons à partir de 11 ans. Photo d'illustration Sipa/Florence DURAND

Objectif : éradiquer le cancer du col de l'utérus. Dès la rentrée prochaine, les collégiens de 5^e se verront proposer, dans leur établissement scolaire, la vaccination contre [les HPV](#), a annoncé Emmanuel Macron, le président de la République, lors d'un déplacement ce mardi dans un collège de Jarnac (Charente). Les filles comme les garçons seront concernés. « Cela permet d'éviter beaucoup de cancers », a fait valoir Emmanuel Macron

Les filles ET les garçons

« C'est une très bonne nouvelle », se réjouit Laure Roule, présidente de [l'Association No Taboo](#). Au sein du collectif d'associations « [Demain sans HPV](#) », elle milite pour une stratégie de vaccination au collège, sur le principe du consentement présumé.

Elle se félicite que l'Elysée cible à la fois les filles et les garçons, pour « dé-gener » le débat. « Les virus HPV touchent les deux sexes, mais la vaccination a longtemps été limitée aux filles, pour prévenir le cancer du col de l'utérus. Or les virus HPV peuvent causer d'autres pathologies, comme des cancers ORL, des cancers de l'anus ou provoquer des verrues génitales, source de maladies chroniques », explique Laure Roule. Son collectif d'associations de patients plaide aussi pour une autorisation de rattrapage de la vaccination pour les jeunes adultes jusqu'à 26 ans, et l'élargissement de la possibilité de vacciner aux professionnels de santé.

Médecins mais aussi pharmaciens et infirmières

Sur ce dernier point, elle a été entendue par l'Elysée. Emmanuel Macron a annoncé que les pharmaciens et les infirmières pourront vacciner sans prescription médicale.

La vaccination contre les infections à Papillomavirus humains (HPV) est [recommandée](#) pour les filles et les garçons âgés de 11 à 14 ans avec un schéma à 2 doses. Par ailleurs, dans le cadre du rattrapage vaccinal, la vaccination est recommandée pour les jeunes femmes et les jeunes hommes entre 15 et 19 ans révolus selon un schéma à 3 doses.

La France est très en retard sur les couvertures vaccinales contre cette infection sexuellement transmissible par rapport à ses voisins européens. Aujourd'hui, le taux de couverture vaccinale pour les filles est de 37% et de 9% pour les garçons, pointe l'Elysée. Loin de nos voisins européens, notamment le Portugal, l'Espagne et le Royaume-Uni où la couverture dépasse les 75%, selon [l'Académie de médecine](#).

Le retard français, l'exemple australien

L'exemple mis en avant par l'Elysée est celui de l'Australie, qui a presque éradiqué le cancer du col de l'utérus : « En Australie, grâce à la vaccination, le taux de personnes infectées par les HPV à l'origine des cancers du col de l'utérus est passé de 22,7 % en 2005-2007 à 1,5 % en 2015 chez les jeunes femmes de 18-24 ans. Les prévisions montrent une éradication du cancer du col de l'utérus d'ici 15 ans ».

En France, on en est loin. Le retard français dans la prévention a plusieurs causes. La première : pendant longtemps, la stratégie de vaccination était centrée sur les jeunes filles – pour prévenir le cancer du col de l'utérus – alors que ces virus infectent autant les hommes (qui sont touchés par des cancers ORL, du pénis ou de l'anus) que les femmes. Et ils se transmettent lors de rapports sexuels.

C'est l'autre frein à la vaccination en France. Elle doit se faire tôt pour être très efficace – avant les premiers rapports sexuels –, ce qui suscite de nombreuses interrogations dans les familles. L'académie de médecine pointait, en juin dernier que « différentes enquêtes montrent que 40 % des médecins ne recommandent pas systématiquement cette vaccination, évoquant un acte « mal perçu » par les parents ».

« Il y a urgence à briser le tabou autour de ces maladies », insiste Laure Roule. Son collectif d'associations de patients plaide pour le déploiement de campagnes d'information pluriannuelles sur les maladies induites par le HPV, dans l'ensemble des cabinets médicaux, officines et dans les parcours scolaires.

TF1
28 février 2023
Télévision nationale d'information
Audience : 5 500 000

LE20H **TF1**



Durée totale : 1'49
Journaliste : Caroline Bayle
Interview Coralie Marjollet : 1'10 à 1'22.

DERNIÈRES INFOS LA SEMAINE RECEVOIR LA NEWSLETTER POINTS DE VUE

Conférence de presse « HPV, tous concernés, tous vaccinés ! » (En ligne)



Recherche

02/03/2023 Émis par : [Demain Sans HPV](#)

Ajouter à mon agenda



Face au retard abyssal de la France sur la question de la prévention au papillomavirus, 10 associations se sont regroupées pour alerter et proposer des pistes concrètes.

En amont de la journée de sensibilisation mondiale autour des maladies induites par les virus HPV du 4 mars prochain, DEMAIN SANS HPV, collectif de 10 associations nouvellement créé, organise une conférence de presse « HPV, tous concernés, tous vaccinés ! », **jeudi 2 mars à 11h00 en distanciel.**

Au programme :

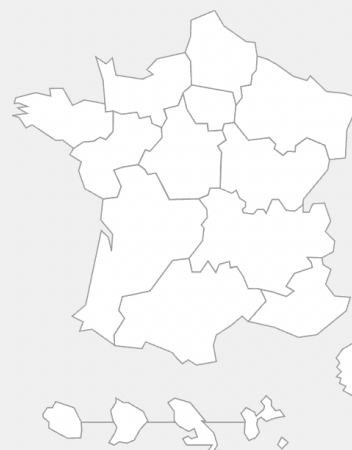
- Les maladies induites par les HPV : de quoi parle-t-on ? *Sabrina le Bars, cofondatrice et présidente de l'association de patients Corasso*
- Prévention et vaccination HPV en France : les obstacles et la nécessité de passer à la vitesse supérieure, *Jean-Baptiste Lusignan, responsable du pôle Jeunes et publics prioritaires au CRIPS IDF*
- Pour un avenir sans HPV : les recommandations du collectif, *Laure Roulle, Présidente de No Taboo Coralie Marjollet, Présidente d'Imagyn*
- Séance de questions/réponses

Sélection par date

février 2023

L	M	M	J	V	S	D	
		1	2	3	4	5	s05
6	7	8	9	10	11	12	s06
13	14	15	16	17	18	19	s07
20	21	22	23	24	25	26	s08
27	28						s09
« Jan			février			Mar »	

Sélection par région



← Article précédent

Article suivant →

Vaccination HPV: un collectif d'associations demande un soutien aux acteurs locaux pour favoriser l'adhésion

Mots-clés : #infectio #cancer #gynéco #santé publique #cancer-gynéco #cancer-ORL #prévention #patients-usagers #vaccins

INFECTIO
CANCER-HEMATO
GYNECO-REPRO-URLOGIE

PARIS, 2 mars 2023 (APMnews) - Le collectif d'associations **Demain sans HPV** a salué jeudi, lors d'une conférence de presse, les annonces du président de la République sur la vaccination contre les papillomavirus (HPV), mais en faisant des propositions complémentaires, en particulier en demandant un soutien aux acteurs locaux dont les actions permettront d'informer et de susciter l'adhésion des familles à cette vaccination.

Les associations membres de ce collectif sont No Taboo, Imagyn, Corasso, le Crips Ile-de-France, Akuma, Ride Against the NWC, JMA, Courir pour elles-Toutes solidaires, Actions Traitements, Cleialine et Vaincre PRR.

Leur conférence de presse, en amont de la journée de sensibilisation mondiale sur les maladies induites par les virus HPV le 4 mars, a eu lieu après les annonces d'Emmanuel Macron faites mardi. Elle était toutefois prévue avant, note-t-on.

Mardi, le chef de l'Etat a annoncé une généralisation à la rentrée 2023 de la proposition de vaccination contre HPV en classe de cinquième, ainsi qu'en complétant une facilitation de cette vaccination en ville en donnant la possibilité aux infirmières, pharmaciens et sages-femmes de vacciner contre les papillomavirus (cf [dépêche du 28/02/2023 à 16:40](#)).

Lors de la conférence de presse de **Demain sans HPV**, collectif récemment créé dont l'objectif est d'éradiquer les différents cancers et autres pathologies liés à ce virus, Jean-Baptiste Lusignan du Crips Ile-de-France (centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes) a déclaré que ces annonces "rendaient optimiste". Néanmoins, travaillant régulièrement au niveau local sur l'information sur la sexualité et la prévention du VIH, il a souligné l'importance des "acteurs locaux", notamment les personnels de l'éducation nationale.

"Une action seule de vaccination ne peut pas fonctionner" et doit être intégrée dans des actions plus larges sur la sexualité.

"C'est grâce aux acteurs locaux que des actions sont mises en place." Or, au-delà d'une décision de proposer la vaccination HPV à tous les enfants en cinquième, pour qu'il y ait une acceptation, "il faudra parler aux parents, aux jeunes". Et en pratique, de nombreuses difficultés existent; le représentant du Crips IdF rappelle par exemple que faute de moyens, l'obligation d'avoir annuellement trois heures d'éducation sexuelle n'est pas respectée.

Pour convaincre les parents d'autoriser la vaccination de leur enfant, il est selon lui nécessaire de faire des réunions d'information. Il faudra "mettre tout le monde autour de la table: éducation nationale, professeurs de sciences de la vie, infirmières scolaires, directeurs d'établissements, associations de parents, acteurs locaux, praticiens de santé". Et pour cela, il faudra un soutien des autorités.

Concernant la vaccination en ville, complémentaire de celle proposée au collège, Coralie Marjollet, présidente de l'association Imagyn (sur les cancers féminins), a estimé que pour faciliter l'adhésion il était souhaitable de simplifier les procédures. Il faudrait notamment que les professionnels habilités disposent directement de vaccins, sans que les familles aient besoin d'avoir d'abord une prescription, aller chercher le vaccin à la pharmacie, le stocker au froid puis l'apporter pour être vacciné". Elle a également proposé que le vaccin HPV soit couplé avec le rappel du vaccin DTPolio qui se fait à 11 ans.

Concernant la vaccination des jeunes au collège, elle a avancé l'idée d'un "consentement présumé", c'est-à-dire que les parents pourraient refuser que leur enfant soit vacciné mais devraient le faire savoir.

Les membres du collectif ont souligné la nécessité d'agir pour un rattrapage de la vaccination HPV chez les personnes de 19 à 26 ans qui n'ont pas été vaccinées avant, car même si à cet âge l'efficacité du vaccin semble plus basse elle reste tout de même importante. De plus, ce rattrapage doit être proposé aux personnes des deux sexes.

Il a été souligné que pour améliorer l'information de la population sur HPV, ses conséquences et la vaccination, des campagnes "coordonnées, pluriannuelles" doivent être conduites, avec la mise à disposition d'informations dans les cabinets médicaux, les officines, durant le parcours scolaire... et cela durant de nombreuses années.

Dans un communiqué séparé, l'association Actions Traitements -membre du collectif- salue l'annonce présidentielle mais déplore néanmoins qu'elle "ne s'accompagne pas de la mise en place d'un plan d'action ambitieux pour faciliter le recours aux dépistages précoces et répétés des papillomavirus humains, dans le cadre d'un dispositif complet d'information sur la santé sexuelle".

Par ailleurs, l'annonce a été saluée dans d'autres communiqués par l'Union française pour la santé bucco-dentaire (UFSBD), la Fédération nationale des collèges de gynécologie médicale (FNCGM) et le Collège National des Gynécologues et Obstétriciens Français (CNGOF).

Les pathologies causées par les papillomavirus

Il y a en France chaque année 6.400 cancers liés à HPV: 3.000 cancers du col de l'utérus, 1.400 cancers de l'anus, 200 cancers de la vulve ou du vagin, 100 cancers du pénis et 1.700 cancers de l'oropharynx.

Environ 30% des cancers HPV-induits concernent des hommes.

Les HPV sont également responsables des condylomes anogénitaux et causent des papillomatoses respiratoires récurrentes, tumeurs bénignes rares chez les enfants qui entraînent des interventions chirurgicales à répétition.

EN DIRECT

17:05 - Merck KGaA s'attend à un exercice 2023 "difficile"

16:35 - Comment Josacine* disparaît du marché en quelques semaines (actualisation)

16:34 - Prescrire "pas d'accord" avec l'utilisation de Forxiga* dans le diabète de type 2 en pédiatrie

[Voir tous les articles en direct](#)

Par François BOISSIER

Rédacteur en chef adjoint

Spécialités :

cardiologie, sida, maladies rares, politique de recherche, ophtalmologie, cancer, rhumatologie/ostéoporose

[Voir tous ses articles](#)



LES + LUS

- 02/03/2023 - L'épidémie de Covid-19 en France (infographies)
- 24/02/2023 - Quatre nominations de directeurs hospitaliers (CNG)
- 23/02/2023 - MCO: Ilgac chargée d'élaborer "rapidement" des scénarios pour le nouveau modèle de financement (lettre de mission)
- 01/03/2023 - Douze emplois de directeurs hospitaliers déclarés vacants

Pharmaceutiques

POLITIQUE, ÉCONOMIE, INNOVATION EN SANTÉ

Demain sans HPV

🕒 02/03/2023



Lors de son discours du 28 février, le président de la République a annoncé une campagne de vaccination contre le papillomavirus humain HPV, gratuite et généralisée, dans les collèges pour les élèves de 5e. Le collectif « Demain sans HPV » émet ses propositions pour accompagner cette campagne.

Actuellement, 37 % des filles ont reçu à 16 ans deux doses du vaccin contre les papillomavirus humains (HPV), responsables chaque année de 6 400 cas de cancers du col de l'utérus, de l'anus, du pénis et ORL, et moins de 10 % des garçons sont protégés. Des couvertures très faibles en comparaison de certains pays, l'Espagne, le Royaume-Uni, la Hongrie, ou la Suède qui affichent des taux supérieurs à 70 %. La vaccination est pourtant disponible depuis 2007 chez les jeunes filles et a été étendue en 2020 à tous les garçons. Le président de la République, Emmanuel Macron, a annoncé mardi 28 février, la mise en place d'une campagne de vaccination gratuite et généralisée dans les collèges pour les élèves de 5e afin d'éradiquer les papillomavirus. Cette mesure s'appuie sur une expérimentation menée dans le Grand Est pendant deux ans ; le taux de vaccination passant de 9 à 27 % la première année et de 14 à 31 % la seconde chez les jeunes scolarisés. Le chef de l'État s'appuie sur un travail de conviction, sans obligation, avec l'obtention préalable de l'accord parental.

Consentement présumé

Le collectif « Demain sans HPV » lancé par l'association Imagyn aux côtés de Corasso (cancer rare de la tête et du cou), No-taboo (infections aux papillomavirus et cancers induits) et du CRIPS IDF (centre régional d'information et prévention du sida et pour la santé des jeunes), se félicite de cette annonce, en conférence de lancement ce jeudi 2 mars. Le collectif émet cinq propositions concrètes, « dont la première est d'éradiquer ces cancers évitables », indique Laure Roulle, présidente de No Taboo, qui accueille très favorablement les mesures annoncées. « C'est très bien de vouloir proposer la vaccination en milieu scolaire dès septembre, mais cela ne pourra pas se faire sans un soutien élargi afin d'obtenir l'adhésion des parents, des adolescents, des directeurs d'établissements et des professionnels de santé », assure Jean-Baptiste Lusignan, responsable du pôle Jeunes et publics prioritaires au CRIPS IDF. « Cette vaccination en milieu scolaire doit se faire sur le modèle du consentement présumé, qui existe pour le don d'organes, afin de permettre au plus grand nombre d'être protégé », appelle de ses vœux Coralie Marjollet, présidente d'Imagyn. Elle prévient également d'une nécessaire coordination pluriannuelle, et de la mise à disposition d'informations dans les cabinets médicaux et officines.

Elargir la vaccination à d'autres professionnels de santé

En outre, à partir de septembre 2023, « la prescription et la vaccination contre les HPV pourront être réalisées chez les 11-14 ans par les pharmaciens, sage-femmes et infirmiers, a ajouté Emmanuel Macron, et sans reste à charge. » C'est déjà une recommandation de la HAS depuis 2022 mais les textes réglementaires sont aujourd'hui manquants. C'est également l'une des propositions du Collectif « Demain sans HPV » qui ne veut pas se contenter de la vaccination par les officinaux à partir de 16 ans, actée depuis novembre dernier. « Il est important que les professionnels de santé puissent vacciner dès 11 ans, puisque c'est à cet âge que la protection est la plus efficace comme le montre la récente [étude suédoise](#) », précise Coralie Marjollet. « Nous souhaitons par ailleurs élargir à tous le rattrapage des 19 à 26 ans, aujourd'hui limité aux hommes ayant des rapports sexuels avec hommes (HRSH) », complète Laure Roulle.

Un collectif associatif appelle à élargir la vaccination anti-HPV

PAR BÉNÉDICTE GATIN - PUBLIÉ LE 02/03/2023

1 RÉACTIONS COMMENTER    

Regroupées au sein du collectif « demain sans HPV », plusieurs associations de patients et de prévention plaident, entre autres, pour que la vaccination puisse être prescrite et réalisée par d'autres professionnels de santé que les médecins dès 11 ans et défendent l'idée d'un rattrapage pour tous jusqu'à 26 ans.

Alors que le président de la République a annoncé le 28 février la mise en place de campagnes de vaccination anti-HPV pour les collégiens de 5e, le collectif « **Demain sans HPV** » appelle à aller plus loin en matière de prévention des maladies liées au papillomavirus.



Actions Traitements se joint à la mobilisation nationale contre les papillomavirus humains à l'occasion de la journée mondiale de sensibilisation qui leur est dédiée le 4 mars (Communiqué)

Touchant plus de 80% de la population sexuellement active, quel que soit le genre des partenaires, les papillomavirus humains sont responsables chaque année de plusieurs milliers de cancers qui pourraient être évités. Les papillomavirus humains sont également un sujet d'inquiétude pour les personnes vivant avec le VIH, qui ont un risque plus élevé de développer des cancers directement liés à ces virus, comme le cancer du col de l'utérus, de l'anus, de l'oropharynx ou du pénis.

Nous ne pouvons que saluer l'annonce faite le 28 février par le Président de la République, qui prévoit la généralisation de la vaccination gratuite auprès des adolescent-e-s (volontaires) en classe de 5^{ème} dès la rentrée de septembre 2023. C'est une avancée majeure, attendue depuis longtemps, qui vient compléter l'élargissement de la vaccination aux garçons depuis le 1^{er} janvier 2021 et renforcer la lutte contre les papillomavirus humains et leurs conséquences.

La France reste cependant très en retard en matière de couverture vaccinale contre les papillomavirus humains. Ainsi en 2021, elle n'était que de 41% (France métropolitaine et outre-mer), plaçant la France en 27^e position parmi les pays européens, alors qu'en 2020 elle dépassait déjà les 50% dans l'ensemble du continent, voire 75% dans onze pays (dont : Espagne, Portugal, Royaume-Uni). Nous sommes loin d'atteindre une couverture vaccinale supérieure à 60% en 2023, puis 80% en 2030, objectif fixé par la Stratégie Nationale de Santé Sexuelle et le Plan Cancer.

Nous devrions nous inspirer des résultats obtenus par exemple en Australie, où le nombre de personnes infectées par les papillomavirus est passé de 22,7 % en 2005-2007 à 1,5 % en 2015 chez les jeunes femmes de 18-24 ans... grâce à la vaccination. Ce pays est en passe d'éliminer le cancer du col de l'utérus comme problème de santé publique, alors que nous comptons en France encore plus de 6 300 cancers et 1 000 décès imputés aux papillomavirus humains chaque année.

Nous déplorons toutefois que l'annonce du Président de la République ne s'accompagne pas de la mise en place d'un plan d'action ambitieux pour faciliter le recours aux dépistages précoces et répétés des papillomavirus humains, dans le cadre d'un dispositif complet d'information sur la santé sexuelle... que ce soit en médecine générale, auprès de gynécologues ou de proctologues. La crainte, pour les adultes qui ne sont plus en âge de se faire vacciner, reste très forte et légitime face aux condylomes et surtout aux cancers qu'ils ou elles risquent de développer faute d'avoir été vacciné·e·s plus jeunes.

Pourtant de nombreux spécialistes plaident en faveur de la vaccination des adultes au-delà des tranches d'âge recommandées. Aux États-Unis par exemple, l'âge de la vaccination a été repoussé à 45 ans, s'appuyant sur des études montrant l'intérêt d'une vaccination même tardive.

En tant qu'association qui informe, accompagne et défend les droits des personnes vivant avec le VIH et/ou des co-infections, ACTIONS TRAITEMENTS se saisit régulièrement du sujet. Nous avons édité un dépliant d'information sur les vaccinations recommandées pour les personnes vivant avec le VIH (dont celle contre les papillomavirus humains), et réalisé une **vidéo pédagogique** suite à l'élargissement de la prise en charge de la vaccination aux garçons depuis le 1^{er} janvier 2021. Cet engagement se poursuit en 2023 avec :

- La réalisation d'une **nouvelle vidéo** dans laquelle la Pr Christine Katlama (cheffe du service des maladies infectieuses de l'hôpital Pitié Salpêtrière à Paris) revient sur l'intérêt de la vaccination et rappelle que de nombreux-ses spécialistes la préconisent aux personnes ayant dépassé l'âge recommandé.
- La mise à jour de documents d'information sur les vaccins recommandés aux personnes vivant avec le VIH.
- L'organisation d'un webinaire tout public « Vaccination et VIH : avancées, défis, mythes » ce jeudi 2 mars ([formulaire d'inscription](#)).
- **La co-fondation du collectif « Demain sans HPV »** avec neuf autres associations afin de proposer des mesures concrètes pour développer la vaccination contre les papillomavirus humains et l'information sur ces virus. Le collectif tient une conférence de presse, accessible sur [Zoom](#), jeudi 2 mars 2023 à 11H.

Dans un contexte où le scepticisme à l'égard des vaccins s'est renforcé ces dernières années, où les professionnel·le·s de santé ne les recommandent pas autant que nécessaire, **ACTIONS TRAITEMENTS** réaffirme son engagement en faveur de la généralisation de la vaccination contre les papillomavirus humains, tout en plaidant pour une information et un accès renforcé aux dépistages, notamment chez les personnes qui n'ont pas bénéficié de la vaccination !

■ Vaccination HPV au collège : satisfaites des annonces de Macron, des associations veulent aller plus loin

À l'approche de la Journée mondiale de sensibilisation autour des maladies induites par le papillomavirus humain (HPV) du 4 mars, Emmanuel Macron a annoncé une [campagne gratuite de vaccination contre le papillomavirus humain \(HPV\) « généralisée »](#) dans les collèges pour les élèves de 5^e et la possibilité, à partir de septembre 2023, pour les pharmaciens, sages-femmes et infirmiers de prescrire et d'administrer le vaccin aux adolescents. Si l'annonce est largement saluée, des associations appellent à aller plus loin et plaident notamment pour un élargissement des campagnes de [vaccination de rattrapage](#)



Crédit photo : AFP



Papillomavirus

Vaccin contre le HPV : "Protéger les garçons c'est aussi protéger les filles"

Par **Alexandra Wargny Drieghe**

À l'occasion de la Journée mondiale de sensibilisation autour des maladies induites par le papillomavirus humain (HPV), Sabrina le Bars, cofondatrice et présidente de l'association de patients Corasso, nous parle de l'importance d'augmenter la couverture vaccinale chez les plus jeunes pour prévenir les cancers.



En France, le taux de vaccination contre le papillomavirus humain est de seulement 37 % chez les filles et 9 % chez les garçons. Pourtant, ce virus est responsable chaque année d'environ 6.000 nouveaux cas de cancer, notamment du col de l'utérus (près de 3.000), de l'anus, du vagin, du pénis, ou encore de la sphère ORL (environ 1.600 chez l'homme).

L'ESSENTIEL

- Le vaccin anti-HPV a pour but d'éviter les infections par les souches les plus nocives de papillomavirus afin de limiter, voire d'éviter les risques de cancers (col de l'utérus, sphère ORL, anus, etc).
- La France est en retard par rapport à ses voisins européens sur la vaccination contre le HPV, avec seulement 37 % des filles et 9 % des garçons vaccinés.
- Selon Sabrina Le Bars, cela s'explique par une mise en place tardive de cette vaccination (2007 pour les filles et 2020 pour les garçons), combinée à un manque de communication sur le sujet.

Papillomavirus : “on a tardé à mettre en place la vaccination”

Pour Sabrina Le Bars, cofondatrice et présidente de l'association de patients Corasso, plusieurs facteurs expliquent le retard de la France par rapport aux autres pays européens, comme chez nos voisins espagnols ou encore au Portugal et au Royaume-Uni, où la couverture dépasse 70 %. “Déjà, on a tardé à mettre en place la vaccination”, nous explique-t-elle. “Il y a également un problème au niveau de l'information des généralistes en pédiatrie. Et enfin, on rencontre beaucoup de difficultés liées à une spécificité française qui est l'appréhension envers la vaccination. C'est d'ailleurs quelque chose qu'on a du mal à expliquer car cela fait plus d'un siècle que la vaccination sauve des millions de vie ! Et pourtant, certaines personnes qui sont intimement convaincues que la vaccination est dangereuse font de la contre-information et sèment le doute et la confusion chez les personnes les moins informées en donnant des arguments contradictoires qui sèment la peur”, déplore Sabrina Le Bars.


HPV : 2 doses de vaccin pour filles et garçons âgés de 11 à 14 ans

Le vaccin contre le HPV est recommandé depuis 2007 par la Haute Autorité de Santé pour les filles, à raison de deux doses pour celles âgées de 11 à 14 ans et de trois doses pour les autres jusqu'à 19 ans. Cette vaccination n'a été élargie aux garçons qu'en 2020, selon le même schéma vaccinal. Une mesure prise trop tardivement selon la présidente de Corasso, qui rappelle que *"protéger les garçons c'est aussi protéger les filles"*... mais pas uniquement !

"Les hommes sont aussi concernés par les maladies liées au papillomavirus comme la papillomatose respiratoire récurrente et plusieurs types de cancers. On parle beaucoup du cancer du col de l'utérus, mais ce virus peut aussi provoquer des cancers de l'anus, de la verge et de la sphère ORL... qui peuvent aussi toucher la gent masculine. Les cancers de la sphère ORL sont particulièrement violents car il n'y a pas de frottis de la bouche pour savoir s'il y a un papillomavirus ou pas. Les lésions provoquées sont très banales et peuvent commencer par des tâches ou encore des difficultés à parler. Les personnes touchées sont souvent jeunes et ni elles, ni les soignants généralistes ne font forcément de lien avec un cancer... Résultat, dans 70 % des cas le diagnostic est tardif, et donc dans 70 % des cas on a des chirurgies très invalidantes car vivre sans langue, c'est vivre sans pouvoir manger ou pouvoir parler."

"Il faut proposer un rattrapage pour ceux qui n'ont pas été vaccinés" à cause du Covid-19

Mardi dernier, le président Emmanuel Macron a annoncé la mise en place d'une campagne de vaccination dès la rentrée 2023 pour les élèves de 5ème avec un "consentement présumé", lors d'un déplacement dans un collège de Charente-Maritime. *"Cela fait partie des choses qu'on préconisait donc nous sommes ravis de cette nouvelle !"*, s'exclame Sabrina Le Bras avant d'ajouter que *"ce n'est pas suffisant"*, notamment à cause des retards de vaccination chez les jeunes pendant la crise sanitaire. *"Il y a eu toute une génération qui n'a pas encore bénéficié du vaccin. Il faut donc proposer un rattrapage pour ceux qui n'ont pas été vaccinés."*



PAPILLOMAVIRUS : LE PHARMACIEN DOIT DEVENIR LE VACCINATEUR PRIORITAIRE

Vidéo réservée aux abonnés

THÉMATIQUES : VACCINS

Durée : 4 min 12s

Résumé : Face au retard abyssal de la France sur la question de la prévention au papillomavirus, qui provoque 6 400 nouveaux cas de cancers (*et autant de décès que sur les routes*) chaque année en France¹, 10 associations de patients se regroupent au sein du collectif Demain Sans HPV. Son objectif ? Alerter et proposer des solutions tangibles afin d'éradiquer les maladies graves induites par les HPV qui ont toutes une caractéristique commune : elles peuvent être efficacement prévenues et éliminées !

Description : Dans cette vidéo Coralie Marjollet, Présidente d'IMAGYN indique qu'elle est favorable à la mesure qui permet la vaccination du HPV à l'officine des adolescents de plus de 16 ans. Elle rapporte qu'une étude suédoise indique qu'une vaccination de 11 ans à 17 ans protège à plus de 88%.

Replay de la conférence de presse du 2 mars 2023.

Après les annonces d'Emmanuel Macron...

■ Vaccination HPV : quelle place pour le pharmacien ?

Pour aider la France à combler son retard en matière de lutte contre les maladies induites par le virus HPV, tous les élèves de 5e pourront être vaccinés gratuitement dans leur collège dès la rentrée prochaine. À cette échéance, les pharmaciens pourront également prescrire et injecter ces vaccins aux moins de 16 ans, comme l'a confirmé le gouvernement.

Dès la rentrée prochaine, tous les élèves de 5e, filles comme garçons, n'auront pas besoin de prendre rendez-vous chez le médecin pour être vaccinés contre le HPV. Ils pourront être immunisés au sein même de leur collège. Cette vaccination, intégralement prise en charge par la Sécurité sociale, ne sera pas obligatoire cependant et l'accord parental sera nécessaire. Le président de la République a annoncé en personne la nouvelle lors d'une visite dans un collège de Jarnac, en Charente, le



Rattraper le retard en matière de couverture vaccinale contre le HPV
Crédit photo : Voisin/Phanie

28 février. L'idée de proposer cette campagne de vaccination généralisée fait suite à une première expérimentation menée pendant deux ans dans les collèges de la région Grand Est. Cette dernière a permis de faire passer la couverture vaccinale des jeunes scolarisés en 5e de 9 % à 27 % la première année et de 14 % à 31 % la seconde. L'extension de la campagne à l'ensemble du pays pourrait permettre à 800 000 élèves par an d'être protégés contre les cancers liés au HPV, dont on estime le nombre de cas à plus de 6 000 par an en France (voir encadré).

Objectif 80 % des jeunes vaccinés en 2030

Pour Emmanuel Macron, il est temps de rattraper le retard considérable accusé par la France en matière de couverture vaccinale contre le HPV. Fin 2021, 45,8 % des filles âgées de 15 ans avaient reçu une dose, et 37,4 % des filles de 16 ans disposaient d'un schéma complet à deux doses, selon les chiffres de Santé publique France. Alors qu'elle est recommandée depuis 2021 pour les garçons, seulement 6 % d'entre eux avaient reçu une dose à l'âge de 15 ans. Des chiffres à des années-lumière de ceux de certains de nos voisins européens, comme le Royaume-Uni, la Finlande, la Suède, la Hongrie, la Norvège ou encore l'Espagne, où plus de 70 % des adolescentes sont en effet vaccinées.

Malgré un léger progrès ces dernières années, les objectifs fixés par le plan cancer 2014-2019, une couverture à 60 %, n'ont pas du tout été atteints. Alors que le dernier plan cancer, qui couvre la période 2021-2030, vise une couverture de 80 % en 2030, il est désormais temps de passer à la vitesse supérieure. Pour atteindre ce chiffre, Emmanuel Macron n'exclut pas d'ailleurs de passer un jour par la coercition. S'il privilégie aujourd'hui « *un travail de conviction* », le chef de l'État a également déclaré que « *la question se posera pour savoir si à un moment donné on rendra obligatoire (la vaccination HPV)* ».

Une mesure saluée par les associations et les syndicats de pharmaciens

De nombreuses organisations de professionnels de santé ont salué l'initiative du chef de l'État, à commencer par les syndicats de pharmaciens. « *Réaliser cette vaccination au sein même des collègues est une excellente idée, il faut aller là où les jeunes se trouvent* », estime le président de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF), Philippe Besset. Même tonalité du côté de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine (USPO), qui « *se félicite de cette annonce (...) dans un contexte où la vaccination HPV reste bien en deçà de l'objectif fixé par la stratégie décennale de lutte contre le cancer* ».

De même, le collectif Demain sans HPV, qui réunit dix associations (Imagyn, Corasso, No Taboo, CRIPS Île-de-France, Actions Traitements, Courir pour Elles, Vaincre PRR, Clelialine, Akuma, et The NWC), se réjouit de cette annonce, en ajoutant toutefois que cette vaccination au collège doit se faire sur le modèle du consentement présumé, qui existe pour le don d'organes, afin de permettre au plus grand nombre d'être protégé. De plus, elle ne doit pas être une action isolée : « *Il faut accompagner les infirmiers scolaires, communiquer auprès des parents, et réunir tous les acteurs autour de la table - éducation nationale, professionnels de santé, ARS, CNAM - pour obtenir l'adhésion de tous* », avance Jean-Baptiste Lusignan (CRIPS île de France). Le collectif veut aller plus loin : « *Nous demandons à ce que soit élargie à tous la vaccination en rattrapage jusqu'à 26 ans, rattrapage aujourd'hui limité aux hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes. De plus, il faut que la vaccination soit élargie aux pharmaciens, sages-femmes, infirmiers, pour tous les jeunes de 11 à 26 ans, et que soit mise en place une stratégie nationale d'élimination des HPV pour éradiquer ces cancers évitables* », revendique Coralie Marjollet, présidente d'Imagyn. Enfin, « *nous proposons que soient déployées des campagnes d'information pluriannuelles sur les maladies induites par les HPV dans les officines, cabinets médicaux, etc.* », poursuit-elle.

À quand la prescription du vaccin HPV par le pharmacien ?

Lors de sa visite en Charente, Emmanuel Macron a confirmé que les pharmaciens, infirmiers et sages-femmes pourraient bel et bien prescrire et administrer les vaccins contre les papillomavirus à partir du mois de septembre, chez les 11-14 ans et, dans certains cas, jusqu'à 19 ans. Pour le moment, l'implication des officinaux dans la vaccination contre le HPV est freinée par l'absence des textes les autorisant à prescrire les vaccins vivants et non-vivants. Une mesure prévue par la dernière convention pharmaceutique et conforme aux recommandations de la HAS, laquelle préconise aussi d'autoriser les officinaux à administrer ces vaccins aux enfants de la tranche d'âge de 2 à 15 ans. Dans un communiqué, l'USPO, a appelé l'exécutif « à publier sans tarder », les textes manquants. « Les pharmaciens d'officine ont témoigné de leur efficacité et de leur professionnalisme pour vacciner la population contre la grippe et le Covid. Ils sont compétents, disponibles et ont la confiance des patients. Ne perdons plus de temps pour renforcer la couverture vaccinale de la population ! », exhorte le syndicat présidé par Pierre-Olivier Variot.

Pour Philippe Besset, il est possible d'imaginer que des officinaux puissent commencer à vacciner contre les HPV avant septembre 2023. « Les textes permettant aux pharmaciens de prescrire les vaccins vivants et non vivants seront sans doute publiés vers la fin du mois de mars ou au plus tard dans le courant du mois d'avril, précise-t-il. Ensuite, il ne faut pas oublier qu'une formation sera nécessaire pour que les pharmaciens puissent commencer concrètement. Il y a beaucoup d'informations à connaître sur les pathologies, l'épidémiologie, le calendrier vaccinal... Nous ne savons pas encore combien de temps cette formation prendra, peut-être pourra-t-elle s'effectuer sur une seule journée, et dans ce cas on peut espérer que des pharmaciens puissent commencer à prescrire ces vaccins avant le mois de septembre », explique Philippe Besset. « Il serait en effet dommage d'attendre la rentrée, les textes sont en cours de rédaction, donc on peut espérer commencer plus tôt », abonde Pierre-Olivier Variot, qui espère lui aussi que la formation demandée aux officinaux ne sera pas trop longue et ne devienne pas ainsi « un frein ».

Selon Philippe Besset, il n'est pas impossible que les pharmaciens soient par ailleurs mis à contribution pour mettre en œuvre la campagne de vaccination qui sera organisée dans les collèges. « Le ministère de la Santé ne m'a encore rien dit à ce sujet mais l'idée que l'on puisse y contribuer n'est pas impossible. Si on nous le demande, nous pourrions nous mettre à disposition », annonce-t-il. Une éventualité qui ne plaît pas à Pierre-Olivier Variot en revanche. « Il faudra voir en temps et en heure mais je n'y suis pas favorable. C'est dans son officine que le pharmacien doit vacciner contre le HPV », estime quant à lui le président de l'USPO.



Santé

MARS BLEU : FACE AU RETARD DE LA FRANCE SUR LE DÉPISTAGE DES CANCERS, VINCENT CLERC EN PREMIÈRE LIGNE

Lancée au début du mois, la campagne du « Mars bleu » est organisée pour inciter les adultes de 50 à 74 ans à se faire dépister contre le cancer colorectal. Vincent Clerc, ancien joueur du XV de France est aujourd'hui ambassadeur pour la Lutte contre le Cancer. Il participait ce jeudi 9 mars dans une clinique de Toulouse à une journée d'information sur cette tumeur, encore trop méconnue. Kool Mag fait le point...

Le cancer colorectal, la troisième tumeur la plus fréquente chez l'homme et la deuxième chez la femme, est aussi l'une des plus meurtrières. Mais si ce cancer nous concerne tous, ses risques sont encore largement ignorés.

Le dépistage sauve 9 vies sur 10

Responsable de 17.117 décès en 2018 selon Santé Publique France, le cancer colorectal se positionne au 3ème rang des cancers les plus fréquents chez l'homme et au 2ème rang chez la femme.

Si 1 Français de plus de 50 ans sur 3 s'est fait dépister en 2020, cela reste en dessous du standard exigé par l'Union européenne (45%). Le test de dépistage est aujourd'hui remboursé à 100% par la Sécurité sociale pour inciter les personnes concernées à le réaliser régulièrement.

Car plus le test de dépistage est réalisé tôt, plus les chances de guérir du cancer sont élevées. En effet, l'Institut Nationale du Cancer relève que le dépistage précoce permet de sauver la vie du patient dans 9 cas sur 10. Tandis que seulement 2 personnes âgées de 50 à 74 ans sur 5 se disaient être à jour sur leur dépistage dans le Baromètre Cancer 2021, la campagne de prévention du « Mars bleu » arrive à point nommé.

Vincent Clerc, ancien joueur de rugby en attaque dans la lutte contre le cancer

Dans le cadre de la [campagne](#) « Mars bleu », la clinique Pasteur de Toulouse organisait ce jeudi une journée d'information adressée aux adultes de plus de 50 ans.

Vincent Clerc, ancien joueur de l'équipe de France de Rugby, est aujourd'hui ambassadeur de la Ligue contre le Cancer. Présent au cours de cette journée, il milite pour mettre en place une plus grande couverture vaccinale contre les [papillomavirus](#) chez les jeunes.



Si ces [virus](#) causent chaque année plus de 6.300 nouveaux cas de cancers, c'est parce que seulement 1 adolescent sur 5 est aujourd'hui vacciné, selon Santé Publique France.

Le rugbyman retraité est le parrain du collectif « Demain sans HPV », créé le 15 février dernier. Fervent défenseur d'une amélioration concrète de la [prévention](#) et du dépistage, le collectif souhaite présenter au gouvernement cinq propositions de plan d'action à l'échelle nationale.

Tandis que nos voisins européens ont déjà mis plusieurs mesures en place, la France va-t-elle réussir à rattraper son retard sur la question ?